



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 13.9.2023
C(2023) 6278 final

M. Tobias Billström
Ministère des affaires étrangères
Arvfurstens palats
Gustav Adolfs torg 1
SE - 103 23 Stockholm

Objet: Notification 2023/375/SE

Règlement de l'Agence nationale suédoise de l'alimentation sur le snus, les produits de type snus et le tabac à mâcher

Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535¹, les autorités suédoises ont notifié à la Commission, le 15 juin 2023, un projet de «*règlement de l'Agence nationale suédoise de l'alimentation sur le snus, les produits de type snus et le tabac à mâcher*» (ci-après «le projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à: veiller à ce que les produits de type snus soient fabriqués de manière hygiénique, à ce que les produits ne contiennent pas de substances dangereuses dans la mesure du possible et à ce que les opérateurs se fassent connaître des autorités de contrôle et leur fournissent des informations de base sur leurs opérations.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

¹ La directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des règlements techniques et des règles relatifs aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

OBSERVATIONS

(i) Références au cadre juridique de l'Union applicable aux denrées alimentaires

La Commission constate que certaines dispositions du projet notifié semblent s'appliquer à la mise sur le marché de produits de type snus qui reflètent certaines dispositions de la législation alimentaire de l'Union.

En particulier, au paragraphe 2 «Termes et expressions» du projet notifié, il est fait référence au règlement (CE) n° 1333/2008² sur les additifs alimentaires, au règlement (CE) n° 1334/2008³ relatif aux arômes et à certains ingrédients alimentaires possédant des propriétés aromatisantes qui sont destinés à être utilisés dans et sur les denrées alimentaires et modifiant le règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil, les règlements (CE) n° 2232/96 et (CE) n° 110/2008 et la directive 2000/13/CE et au règlement (CE) n° 1935/2004⁴ concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et abrogeant les directives 80/590/CEE et 89/109/CEE. Au paragraphe 4 «Additifs» du projet notifié, il est également fait référence au règlement (CE) n° 1333/2008, ainsi qu'au règlement (UE) n° 231/2012 de la Commission, établissant les spécifications des additifs alimentaires énumérés aux annexes II et III du règlement (CE) n° 1333/2008⁵.

En outre, au paragraphe 6 «Nouveaux aliments» du projet notifié, des références supplémentaires sont faites au règlement (UE) 2015/2283⁶ relatif aux nouveaux aliments et, au paragraphe 9 «Hygiène» du règlement (CE) n° 852/2004⁷ relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

La Commission constate que le projet notifié ne fournit pas de définition des produits de type snus. En l'absence d'une définition des produits de type snus dans le présent projet, il n'est pas certain que les références aux règlements de l'Union susmentionnés indiquent que les autorités suédoises considèrent les produits de type snus comme des denrées alimentaires.

² Le règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 sur les additifs alimentaires, JO L 354 du 31.12.2008, p. 16.

³ Le règlement (CE) n° 1334/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif aux arômes et à certains ingrédients alimentaires possédant des propriétés aromatisantes qui sont destinés à être utilisés dans et sur les denrées alimentaires et modifiant le règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil, les règlements (CE) n° 2232/96 et (CE) n° 110/2008 et la directive 2000/13/CE, JO L 354 du 31.12.2008, p. 34.

⁴ Le règlement (CE) n° 1935/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et abrogeant les directives 80/590/CEE et 89/109/CEE, JO L 338 du 13.11.2004, p. 4.

⁵ Le règlement (UE) n° 231/2012 de la Commission du 9 mars 2012 établissant les spécifications des additifs alimentaires énumérés aux annexes II et III du règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil, JO L 83 du 22.3.2012, p. 1.

⁶ Le règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, modifiant le règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 1852/2001 de la Commission, JO L 327 du 11.12.2015, p. 1.

⁷ Le règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, JO L 139 du 30.4.2004, p. 1.

À cet égard, la Commission constate que, conformément à l'article 2 du règlement (CE) n° 178/2002⁸, «*“denrée alimentaire” (ou “aliment”), toute substance ou produit, transformé, partiellement transformé ou non transformé, destiné à être ingéré ou raisonnablement susceptible d'être ingéré par l'être humain» (premier paragraphe) et «ne couvre pas (...) point f) le tabac et les produits du tabac au sens de la directive 89/622/CEE du Conseil (...)»* et rappelle aux autorités suédoises la nécessité d'assurer la conformité des produits réglementés dans le cadre du projet notifié avec cette définition de l'Union.

Conformément au message de notification (et compte tenu de l'analyse d'impact associée), les produits de type snus (avec ou sans nicotine) semblent ne pas contenir de tabac, mais sont néanmoins considérés comme des substituts ou des alternatives aux produits du tabac.

Comme spécifié dans la définition de la denrée alimentaire susmentionnée, la finalité principale d'une denrée alimentaire est d'être «destiné à être ingéré ou raisonnablement susceptible d'être ingéré par l'être humain».

Toutefois, les produits de type snus ne sont pas destinés à être ingérés, ni mâchés ou avalés. Au contraire, les produits de type snus sont destinés à être, ou raisonnablement susceptibles d'être absorbés par l'homme.

En outre, les produits de type snus sont présentés comme une alternative aux produits du tabac. Par conséquent, la Commission a toujours estimé que ces produits ne pouvaient pas être considérés comme des denrée alimentaires, y compris dans sa réponse à la notification de la loi de base au présent projet notifié (2010/380/SE); ainsi, la Commission estime que la législation alimentaire de l'Union ne s'applique pas à ces produits (y compris les règles d'hygiène alimentaire).

En conséquence, la Commission invite les autorités suédoises à veiller à ce que:

- les dispositions du projet notifié n'assimilent pas les produits de type snus aux «denrée alimentaire» tels que définis dans le règlement (CE) n° 178/2002;
- les produits de type snus ne sont pas perçus par les consommateurs comme des denrée alimentaires de quelque manière que ce soit, au moyen du projet notifié; et
- les procédures relatives au non-respect de la législation alimentaire ne s'appliqueront pas aux produits de type snus, car ces derniers ne constituent pas des produits alimentaires (telles que les obligations de notification au titre du système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) pour non-conformité à la législation sur les additifs alimentaires).

⁸ Le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des denrée alimentaires et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires, JO L 31 du 1.2.2002, p. 1.

(ii) Références aux additifs alimentaires autorisés en vertu du droit de l'Union

En outre, la Commission souhaite attirer l'attention des autorités suédoises sur les points suivants concernant les additifs alimentaires autorisés en vertu de la législation alimentaire de l'Union.

Les additifs alimentaires sont approuvés, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 1333/2008, à condition, entre autres, qu'*«il existe un besoin technologique suffisant [par rapport à la denrée alimentaire] qui ne peut être satisfait par d'autres méthodes économiquement et technologiquement utilisables»*.

Le projet notifié prévoit, au paragraphe 4, que les «additifs alimentaires» approuvés en vertu de la législation alimentaire de l'Union peuvent être utilisés dans la fabrication de produits de type snus.

L'autorisation automatique d'utiliser des «additifs alimentaires» approuvés dans des produits de type snus suggère l'extension de la possibilité d'utiliser des additifs alimentaires avec des produits qui ne constituent pas des denrées alimentaires. Étant donné qu'il a été constaté que l'utilisation de ces additifs alimentaires n'avait un besoin technologique que pour les denrées alimentaires, ils n'ont été approuvés que pour une utilisation dans les denrées alimentaires, sur la base du règlement (CE) n° 1333/2008.

Compte tenu de l'application automatique d'une telle disposition, la Commission souhaite inviter les autorités suédoises à préciser comment elles ont l'intention de veiller à ce que les ingrédients qui augmentent l'appétence ou qui ont des propriétés colorantes – qui peuvent être des additifs alimentaires autorisés, mais uniquement à la suite d'une évaluation d'un besoin technologique en ce qui concerne les denrées alimentaires – ne soient pas utilisés dans les produits de type snus, qui sont des produits de substitution aux produits du tabac.

Dans ce contexte, la Commission souhaiterait demander aux autorités suédoises de fournir dans leur projet de loi des détails supplémentaires sur l'utilisation d'additifs alimentaires dans ces produits, en ce qui concerne notamment le niveau d'exposition des utilisateurs. Bien que ces produits ne puissent pas être considérés comme des denrées alimentaires, ils bénéficient des mêmes substances utilisées comme additifs alimentaires.

La Commission invite les autorités suédoises à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Kerstin Jorna
Directrice générale

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME